

Le droit à l'eau et à l'assainissement pour tous délaissé à Rio+20

a cura di Emmanuel POILANE

Directeur de la Fondation France Libertés

Alors que les promesses étaient nombreuses, France Libertés et les acteurs de la société civile qui défendent l'eau comme Bien Commun à la conférence pour le développement durable à Rio + 20 appellent à un sursaut des Nations pour le bien commun.

Malheureusement, le seul article pour l'eau dans le texte de la déclaration finale est celui-ci : Article 121- nous réaffirmons nos engagements concernant le droit humain pour une eau saine et pour l'assainissement, à être progressivement réalisés pour nos populations dans le respect de la souveraineté nationale de chaque nation. Nous soulignons également notre engagement dans la Décade Internationale 2005-2015 pour l'Action "l'Eau pour la Vie".

Cette déclaration est largement insuffisante et contre productive pour l'avenir de l'Humanité. En juillet 2010, aucune nation ne s'était positionnée contre la reconnaissance du droit à l'eau pour tous comme un droit humain fondamentale à l'assemblée générale des Nations Unies à New York, mais quelques deux années plus tard aucune avancée n'a été mise en oeuvre. Rio + 20 devait être un déclencheur de ces évolutions nécessaires, il n'en est rien.

Depuis juillet 2010, les Nations n'ont pas fait le travail pour modifier leur constitution et développer cet objectif comme une vraie priorité pour le 21ème siècle. Seule la Belgique en Europe et une quarantaine de pays du sud sont passés à l'acte. Au regard de la résolution de juillet 2010, Rio + 20 aurait pu marquer l'obligation faite aux Etats d'inscrire dans leurs constitution le droit à l'eau pour tous comme un droit humain fondamental. Il n'en est rien !

Pour que notre monde ne s'enfonce pas plus loin dans la crise de confiance généralisée que nous connaissons aujourd'hui, nos Etats ne doivent pas être aveuglés par la seule crise économique et financière que traverse le modèle capitaliste globalisé mais au contraire doivent écouter ce que leur disent leurs peuples.

Nous devons prendre le temps de regarder l'avenir avec un oeil nouveau, nous devons développer la capacité de l'humanité toute entière à vivre dignement, nous devons replacer les biens communs comme une sphère indispensable aux équilibres économiques, sociaux et environnementaux.

Ce n'est pas en financiarisant notre planète que nous réussirons à mieux vivre ensemble. Il faut au contraire que nous apprenions à mieux vivre ensemble pour sauver notre planète.

L'engagement que nous attendions de Rio + 20 pour l'eau était la programmation de la mise en action de la résolution des Nations Unis. C'est dans ce cadre que le sommet des peuples a fait le choix de construire un pavillon bleu afin que cet espoir des peuples soit clairement matérialisé.

Nos enfants et nos peuples comprennent cette évidence du partage de l'eau pour tous. Pourquoi nos chefs d'Etats ne sont ils pas capable d'en faire de même, pourquoi ont-ils oubliés l'évidence de l'eau comme axe central de la vie sur notre planète ?

LE HUFFINGTON POST

en association avec le Groupe Le Monde

La fuite en avant de nos modèles de sociétés de consommations doit cesser. Le temps de la pause est venu et pour qu'il soit possible, l'eau doit être repositionnée au coeur des agendas internationaux comme un Emmanuel Poilane: Le droit à l'eau et à l'assainissement pour tous délaissé à Rio+20 Pagina 2 di 5

objectif ultra prioritaire de survie de l'Humanité. Les pays qui manquent d'eau connaissent cette réalité mais ne sont pas écoutés sur la scène internationale, le Président du Niger, Mahamadou Issoufou, le rappelait encore lundi à Paris. La France se doit d'inscrire urgemment le droit à l'eau pour tous dans sa constitution pour montrer l'exemple. Il serait le premier pays du G8 à passer à l'acte et ainsi ouvrirait la voie. Il redorerait son statut du pays des droits de l'Homme.

Ne nous laissons pas aller à écouter les sirènes de marchés financiers qui nous étouffent. Prenons le temps de reposer ensemble les bases de la société dans laquelle nous souhaitons que nos enfants et petits enfants grandissent. A coup sûr, l'eau et sa préservation y auront une place de choix !

France Libertés et les acteurs de la société civile s'engagent à soutenir le droit à l'eau pour tous. Vous pouvez nous rejoindre en envoyant un message mail à l'adresse suivante :

info@freshwateraction.net